

alinéa 5bis, et non pas à l'alinéa 3bis comme cela est mentionné de façon erronée dans la version française du dépliant. La commission a pris sa décision par 19 voix contre 0 et 6 abstentions.

Burkhalter Didier, conseiller fédéral: L'article 43 alinéa 5bis est important. Il s'agit en effet, comme cela vient d'être rappelé, de clarifier les compétences subsidiaires du Conseil fédéral dans le domaine des adaptations tarifaires. Pour être clair, il s'agit avant tout du dossier du Tarmed. C'est un dossier qui représente des milliards de francs et qui nécessite surtout une révision qui ne se fait pas et qui est reportée constamment – d'où l'importance de la pression que peut exercer un article qui clarifie véritablement les compétences subsidiaires du Conseil fédéral. Le Conseil fédéral ne souhaite pas intervenir à tout prix, si l'on peut dire ainsi, dans ce cadre, mais il souhaite intervenir si les partenaires ne s'entendent pas. L'hypothèse est malheureusement très réaliste. La seule question encore à régler à cet article – je le répète, c'est un article important, il faut le rédiger de la meilleure manière possible – est celle de savoir s'il faut prévoir une compétence à cet article particulier de la loi sur l'assurance-maladie qui permette au Surveillant des prix d'intervenir, d'agir dans ce cadre. Nous pouvons confirmer, comme cela vient d'être dit clairement par les deux rapporteurs, que le principe même de l'intervention du Surveillant des prix est en fait réglé dans la loi concernant la surveillance des prix. Elle prévoit notamment que lorsqu'une autorité est compétente pour décider ou approuver une augmentation de prix proposée par les parties à un accord, le Surveillant des prix peut intervenir. Comme cette loi est bien appliquée, il ne nous paraît en effet pas nécessaire de prévoir une compétence particulière à l'article 43 alinéa 5bis de la loi sur l'assurance-maladie – pourquoi pas à ce moment-là à d'autres articles?

C'est la raison pour laquelle nous sommes favorables à la proposition de votre commission d'autant plus que celle-ci a préféré sagement reprendre la version du Conseil fédéral.

Angenommen – Adopté

09.480

Parlamentarische Initiative Fraktion der Schweizerischen Volkspartei. Keine Ausweitung der obligatorischen Auskunftspflicht bei statistischen Erhebungen des Bundes

Initiative parlementaire groupe de l'Union démocratique du Centre. Pas d'élargissement de l'obligation de renseigner lors des relevés statistiques de la Confédération

Differenzen – Divergences

Einreichungsdatum 21.09.09

Date de dépôt 21.09.09

Bericht SPK-NR 31.03.11 (BBI 2011 3967)

Rapport CIP-CN 31.03.11 (FF 2011 3713)

Stellungnahme des Bundesrates 04.05.11 (BBI 2011 4429)

Avis du Conseil fédéral 04.05.11 (FF 2011 4119)

Nationalrat/Conseil national 27.09.11 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 08.12.11 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 15.12.11 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 23.12.11 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 23.12.11 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBI 2012 61)

Texte de l'acte législatif (FF 2012 57)

Bundesstatistikgesetz (Teilnahme an statistischen Erhebungen des Bundes)

Loi sur la statistique fédérale (Participation aux relevés statistiques de la Confédération)

Art. 6 Abs. 1bis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 6 al. 1bis

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Hiltbold Hugues (RL, GE), pour la commission: Je tiens en préambule à attirer votre attention sur le fait que la Commission des institutions politiques a décidé de ne nommer qu'un seul rapporteur. C'est la raison pour laquelle je présente seul l'objet devant vous ce matin.

Die Staatspolitische Kommission hat beschlossen, nur einen Berichterstatte zu bestimmen. Aus diesem Grund präsentiere ich das Geschäft heute Morgen allein. Am 13. Dezember hat die SPK die Differenz bei Artikel 6 Absatz 1bis bereinigt. Die SPK hat einstimmig die Version von Bundesrat und Ständerat unterstützt.

La commission précitée s'est réunie le 13 décembre dernier pour lever la divergence entre les deux chambres qui subsistait à l'article 6 alinéa 1bis. Il convient de préciser que l'article 4 de la loi sur la statistique fédérale fait la distinction entre les relevés directs, à savoir les données collectées en questionnant des personnes physiques ou morales, et les relevés indirects qui sont des données provenant de fichiers de tiers. Dans sa formulation à l'article 6, la Commission des institutions politiques mentionne clairement les relevés directs à l'alinéa 1, mais en revanche ne cite pas explicitement les relevés indirects à son alinéa 1bis. La formulation n'est pas aussi précise et structurée que la formulation adoptée par le Conseil des Etats sur la base d'une proposition qu'avait faite en son temps le Conseil fédéral.

A noter aussi que la version du Conseil national est aussi plus permissive dans la mesure où une simple lettre de l'Office fédéral de la statistique (OFS) pourrait suffire à exiger

des données. Le Conseil fédéral a levé les doutes qu'avait encore la commission, en ce sens que la récolte de données lors de relevés indirects n'aura lieu que si celles-ci sont disponibles. Dans le cas contraire, si ces données ne sont pas disponibles, l'OFS n'obligera pas les personnes physiques ou morales ou encore les institutions chargées de tâches de droit public à les relever. L'article 4 de la loi sur la statistique fédérale existant mentionne clairement cette notion de disponibilité.

La commission, ayant été rassurée par le Conseil fédéral, a adopté à l'unanimité l'article 6 alinéa 1bis selon la version du Conseil fédéral. Elle a rejoint le Conseil des Etats, éliminant ainsi la divergence qui restait. Je vous invite au nom de la commission à en faire de même.

Im Namen der SPK bitte ich Sie, unserem Antrag zu folgen.

Burkhalter Didier, conseiller fédéral: La formulation du Conseil fédéral à l'article 6 alinéa 1bis de la loi sur la statistique fédérale, que votre commission reprend, et nous vous en remercions, est plus précise. En effet, elle mentionne clairement la notion de «relevés indirects» qui est elle-même définie à l'article 4 de la loi sur la statistique fédérale, et elle évite ainsi – il faut bien le dire – un petit risque d'extension non voulue de la loi, risque qui aurait existé avec le projet de la commission. En effet, on pourrait imaginer que des données puissent être exigées par l'Office fédéral de la statistique en dehors des relevés qui figurent dans l'ordonnance sur les relevés statistiques. C'est pourquoi il est raisonnable de bien définir le domaine des relevés indirects et de reprendre en conséquence la formulation proposée dans l'avis du Conseil fédéral, et c'est ce que fait votre commission; nous lui en sommes reconnaissants.

Angenommen – Adopté

11.031

Immobilienbotschaft EFD 2011

Message 2011 sur les immeubles du DFF

Différences – Divergences

Botschaft des Bundesrates 11.05.11 (BBl 2011 4201)

Message du Conseil fédéral 11.05.11 (FF 2011 3887)

Nationalrat/Conseil national 30.09.11 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 07.12.11 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 15.12.11 (Différences – Divergences)

Text des Erlasses (BBl 2012 359)

Texte de l'acte législatif (FF 2012 279)

Bundesbeschluss über die Immobilien des EFD für das Jahr 2011 (Immobilienbotschaft EFD 2011)

Arrêté fédéral concernant les immeubles du DFF pour l'année 2011 (Message 2011 sur les immeubles du DFF)

Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag van Singer

Festhalten

Art. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition van Singer

Maintenir

van Singer Christian (G, VD): Natürlich ist es ein Einzelantrag, aber ich spreche als ehemaliger Präsident der KÖB. In

der KÖB haben wir gesagt, dass man nicht 24 Millionen Franken ausgeben sollte, um unter dem Bundeshaus Ost ein Untergeschoss – ein ganzes Stockwerk! – zu graben. Das ist ein Unsinn. Es macht keinen Sinn, unter dem Bundeshaus Ost ein ganzes Stockwerk für ein Rechenzentrum zu graben.

La Commission des constructions publiques avait examiné cet objet – c'était des spécialistes. C'était un membre du groupe UDC qui avait proposé de ne pas creuser cet étage supplémentaire suivi, à l'unanimité, par la commission qui avait proposé de réduire ledit montant, et donc de ne pas creuser d'étage supplémentaire.

Entre-temps, l'administration s'est adressée à la Commission des finances et l'a convaincue, sans que des spécialistes examinent l'objet, que c'était plus économique de procéder ainsi. Si nous procédons ainsi, cela ne m'étonne pas qu'on dise par la suite qu'une vis coûte 5 centimes si on l'achète pour le privé, 50 centimes si c'est pour l'administration, voire 5 francs si c'est pour l'armée. Si nous pratiquons ainsi, nous gaspillons les deniers publics.

Je vous invite vivement à suivre l'ancienne Commission des constructions publiques, à savoir à réduire ce crédit à 150 millions de francs et à maintenir la décision de votre conseil.

Heim Bea (S, SO): Es geht ja hier um die Sanierung des Bundeshauses Ost, um eine Erweiterung in die Tiefe für Archivräume, für ein Rechenzentrum vor Ort, das als ganz wichtig eingestuft wird, und um Räume für sechzig Arbeitsplätze an zentralster Stelle. Anders als in der Kommission für öffentliche Bauten diskutiert, zeigen nun Zusatzabklärungen, dass eine andere Lösung als die Unterkellerung eben nicht zu Einsparungen, sondern ganz im Gegenteil zu Mehrkosten von 6 bis 9 Millionen Franken führen würde – so das Ergebnis der Diskussion auch in der Finanzkommission. Alle archäologischen Eventualitäten wurden bedacht und mit den Fachstellen besprochen.

Somit kann die SP-Fraktion jetzt grünes Licht geben und stimmt der Vorlage zu.

Widmer-Schlumpf Eveline, Bundesrätin: Ich möchte Sie bitten, diesem Teil der Immobilienbotschaft auch noch zuzustimmen. Es geht ja um den Umbau des Bundeshauses Ost in der Folge der Umbauten der drei anderen Teile des Gebäudekomplexes der Bundeshäuser. Im Bundeshaus Ost gibt es verschiedenen Nachholbedarf. Es wurde festgestellt, dass baulicher Unterhalt notwendig ist, dass technische Installationen gemacht werden müssen. Man hat auch festgestellt, dass Raum geschaffen werden kann, und zwar am gleichen Ort. Das Bundeshaus Ost ist ein geschütztes Objekt, Sie wissen das. Der Perimeter ist archäologische Verdachtsfläche, und das heisst, dass Bodeneingriffe durch den archäologischen Dienst begleitet werden müssen. Das heisst aber auch, dass neben dem Gebäude nicht zusätzlicher Raum geschaffen werden kann, sondern nur unter dem Gebäude, dass nur innerhalb des Umfangs des Gebäudes nach unten gebaut werden kann. Es macht durchaus Sinn, Büroräume am gleichen Ort zu erstellen. Wir werden im Gebäude, das wir schon haben, sechzig zusätzliche Arbeitsplätze einrichten können, indem wir in die Tiefe bauen. Damit können wir andere Mietverhältnisse auflösen. Ich denke, das macht aus betriebswirtschaftlichen Gründen, aus finanziellen Gründen und nicht zuletzt auch aus raumplanerischen Gründen – weil wir den Boden nutzen, den wir schon haben – durchaus Sinn.

Ich möchte Sie also bitten, diesem Projekt zuzustimmen.

Grin Jean-Pierre (V, VD), pour la commission: Permettez-moi tout d'abord de vous rappeler que la Commission des constructions publiques du Conseil national a été dissoute avec la fin de la 48e législature. Dorénavant, le message sur les immeubles du Département fédéral des finances sera examiné, comme c'est déjà le cas au Conseil des Etats, par la Commission des finances.

Concernant l'objet qui nous occupe aujourd'hui, nous sommes maintenant dans la phase d'élimination des divergences. Un rapide rappel des faits est utile.

La Commission des constructions publiques avait proposé le 30 août dernier de biffer le crédit de 70 millions de francs destiné à la rénovation de l'aile est du Palais fédéral. Si les transformations et la rénovation ne sont pas contestées, c'est l'extension souterraine du bâtiment, qui devrait coûter à elle seule 24 millions de francs sur les 70 prévus, qui a focalisé différentes critiques. La surface ainsi constituée sous l'aile est devrait abriter principalement une infrastructure technique ainsi que le centre de calcul des Services du Parlement. Estimant que les coûts de l'extension souterraine étaient disproportionnés par rapport à son utilité, la commission avait indiqué qu'elle pensait qu'il serait possible d'établir ces installations dans d'autres locaux existants à moindres coûts. Il convient donc de préciser ici que la Commission des constructions publiques n'était pas frontalement opposée à la transformation et à l'assainissement de l'aile est du Palais fédéral mais uniquement à l'extension souterraine, trop onéreuse à son avis. Elle souhaitait inciter le Conseil fédéral à rechercher des solutions moins coûteuses.

Une proposition Hany prévoyait d'adhérer au projet du Conseil fédéral, invoquant d'une part le fait que l'installation dans d'autres locaux aurait elle aussi un coût d'adaptation desdits locaux d'environ 10 millions de francs, et d'autre part le fait que le projet initial du Conseil fédéral permettrait la mise à disposition de 60 places de travail. Or ces 60 places devraient autrement être louées au centre de la ville de Berne, ce qui aurait également un coût.

Le projet du Conseil fédéral a été également soutenu, au nom de la Délégation administrative, par le président de notre conseil, Monsieur Walter.

Au final, notre conseil avait suivi sa Commission des constructions publiques et rejeté ce crédit de 70 millions de francs, par 100 voix contre 88, le 30 septembre dernier.

La Commission des finances du Conseil des Etats a proposé, à l'unanimité, d'approuver le projet du Conseil fédéral, se basant notamment sur une lettre de la Délégation administrative expliquant de manière circonstanciée que le renoncement à la construction du sous-sol ne permettrait aucune économie. Il a par ailleurs été relevé en commission que cela aurait peu de sens de renoncer à une telle surface dans un lieu si stratégique et si important.

Le Conseil des Etats a décidé, le 7 décembre dernier, de suivre l'avis de sa commission, donc de soutenir le projet initial du Conseil fédéral, et ce à l'unanimité.

La Commission des finances de votre conseil s'est réunie avant-hier, mardi 13 décembre 2011, pour traiter la divergence. Le directeur de l'Office fédéral des constructions et de la logistique, Monsieur Marchand, a indiqué à nouveau que, si les travaux en sous-sol n'avaient pas lieu, cela ne générerait malgré tout aucune économie. Au contraire, cela pourrait générer des coûts de 6 à 9 millions de francs supérieurs au projet du Conseil fédéral.

En définitive, par 21 voix contre 0 et 1 abstention, la commission vous propose de vous rallier à la décision du Conseil des Etats qui a suivi en tout point le projet du Conseil fédéral. Je vous rappelle enfin que le frein aux dépenses doit être levé à la majorité qualifiée pour les 70 millions de francs destinés au Palais fédéral est et que votre commission vous propose d'accepter cela.

Nous vous proposons donc d'accepter le crédit proposé ainsi que de lever le frein aux dépenses.

Landolt Martin (BD, GL), für die Kommission: Die KÖB-NR wurde auf Ende der letzten Legislaturperiode aufgehoben. Neu ist, wie im Ständerat, die Finanzkommission für die Vorberatung der Immobilienbotschaft EFD zuständig. Wir stehen in der Phase der Differenzbereinigung.

Kurz zur Geschichte der Vorlage: Die KÖB-NR beantragte dem Nationalrat am 30. September 2011, den Kredit für das Bundeshaus Ost von 70 Millionen Franken abzulehnen. Der Umbau und die Sanierung sind grundsätzlich unbestritten. Kritisch sah die KÖB-NR die zusätzliche Unterkellerung mit

Kosten von 24 Millionen Franken, weil für sie Aufwand und Ertrag nicht übereinstimmten. Nicht überzeugt war sie zudem vom Raumprogramm in den beiden Untergeschossen. So liessen sich nach Ansicht der KÖB-NR die in den neuen Untergeschossen vorgesehenen Betriebs- und Technikräume sowie das Rechenzentrum der Parlamentsdienste auch im bestehenden Tiefparterre unterbringen. In diesem Tiefparterre ist eine grosse Anzahl Reservebüros, Archiv- und Lagerräume vorgesehen, welche bei Bedarf ohne Weiteres andernorts kostengünstiger untergebracht werden können. Hervorzuheben ist, dass die KÖB-NR nicht grundsätzlich gegen die Sanierung des Bundeshauses Ost war, sondern lediglich gegen die geplante Unterkellerung. Die KÖB-NR verlangte deshalb auch eine Überarbeitung des Projekts.

Der Einzelantrag Hany beantragte Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates. Herr Hany argumentierte insbesondere damit, dass der Verzicht auf das zusätzliche Untergeschoss zur Folge hätte, dass die betriebsnotwendigen Räume und die haustechnischen Anlagen oberirdisch realisiert werden müssten. Auch dies sei nicht gratis, man rechne mit Kosten von 10 Millionen Franken. Durch den mit dem Verzicht auf das Untergeschoss verbundenen Wegfall von sechzig Arbeitsplätzen würden weitere Kosten entstehen. Damit sei man auch bei Verzicht auf die zwei Untergeschosse bereits bei Kosten von 66 Millionen Franken.

Herr Walter verteidigte damals das Projekt im Namen der Verwaltungsdelegation und wies auf die grosse Bedeutung für die Parlamentsdienste und das Parlament hin.

Der Rat ist dann mit 100 zu 88 Stimmen der KÖB-NR gefolgt. Was hat nun der Ständerat inzwischen entschieden? Im Ständerat ist für die Vorberatung der Immobilienbotschaften EFD die FK-SR zuständig. Die für das EFD zuständige Subkommission hat die Vorlage vorberaten und der FK-SR einstimmig beantragt, dem Bundesrat zu folgen. In einem Brief an die zuständige Subkommission wies die Verwaltungsdelegation darauf hin, dass es zu keiner Einsparung komme, wenn man unserem Beschluss folge. In der Kommissionsberatung wurde insbesondere darauf hingewiesen, dass es keinen Sinn mache, bei einem so teuren Umbau in einem solch wichtigen Perimeter das Gebäude nicht zu unterkellern. Die FK-SR beantragte dem Ständerat einstimmig, dem Bundesrat zu folgen. Der Ständerat ist der FK-SR einstimmig gefolgt.

Die FK-NR hat sich am letzten Dienstag mit der Differenz beschäftigt. Der Direktor des Bundesamtes für Bauten und Logistik erläuterte der Kommission die Machbarkeitsstudie für den Verzicht auf das zusätzliche Untergeschoss und den Verzicht auf das Rechenzentrum für die Parlamentsdienste. Die Studie kommt zum Schluss, dass bei gleichbleibender Leistung bei einem Verzicht auf ein Untergeschoss im Bundeshaus Ost Mehrkosten von 6 bis 9 Millionen Franken entstehen. Es dürfte Sie deshalb wenig erstaunen, dass Ihre Finanzkommission angesichts dieser Mehrkosten mit 21 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung beantragt, dem Ständerat und damit dem Bundesrat zu folgen.

Wir haben mit einem qualifizierten Mehr noch die Ausgabenbremse für die 70 Millionen Franken für das Bundeshaus Ost zu lösen, für dessen Kredit die Finanzkommission nun Zustimmung beantragt. Wir beantragen Ihnen also, dem Kredit von 70 Millionen Franken zuzustimmen und auch die Ausgabenbremse zu lösen.

Killer Hans (V, AG): Herr Kollege Landolt, ich hätte eine Frage: Gibt es nun Mehrkosten wegen der relativ teuren Variante der Raumbeschaffung für dieses Rechenzentrum, wenn man das mit einem Bau auf der grünen Wiese vergleicht oder mit irgendeinem Gebäude, bei dem das mit einem konventionellen Verfahren realisiert würde? Und wie gross sind diese Mehrkosten?

Landolt Martin (BD, GL), für die Kommission: Herr Kollege Killer, wir haben die Fragestellung, einen Bau auf der grünen Wiese zu erstellen, im Rahmen der Differenzbereinigung in der Kommission nicht diskutiert. Wir haben diskutiert, ob nun die Variante mit oder jene ohne Unterkellerung die bessere

sei. Dabei sind wir zum Schluss gekommen, dass aufgrund der Tatsache, dass auch eine Variante ohne Unterkellerung eben Mehrkosten bis zu 9 Millionen Franken haben könnte, die vom Bundesrat vorgeschlagene Variante die bessere sei, sodass ihr der Vorzug zu geben sei.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 11.031/6670)

Für den Antrag der Kommission ... 140 Stimmen

Für den Antrag van Singer ... 20 Stimmen

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 11.031/6661)

Für Annahme der Ausgabe ... 161 Stimmen

(Einstimmigkeit)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

11.041

Voranschlag der Eidgenossenschaft 2012 Budget de la Confédération 2012

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 24.08.11

Message du Conseil fédéral 24.08.11

Bestellung: BBL, Vertrieb Publikationen, 3003 Bern

Commande: OFCL, diffusion des publications, 3003 Berne

Ständerat/Conseil des Etats 07.12.11 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 07.12.11 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 08.12.11 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 08.12.11 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 12.12.11 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 13.12.11 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 15.12.11 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 20.12.11 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 21.12.11 (Differenzen – Divergences)

Einigungskonferenz/Conférence de conciliation 21.12.11

Ständerat/Conseil des Etats 22.12.11 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 22.12.11 (Differenzen – Divergences)

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Kontengruppen – Querschnittspositionen

Groupe de comptes – Positions transverses

Antrag der Mehrheit

Personalaufwand

Fr. 5 232 079 800

Antrag der Minderheit

(Heim, Carobbio Guscetti, de Buman, Gmür, Kiener Nellen, Levrat, Pardini, Pfister Gerhard, Schelbert, Vischer Daniel)

Personalaufwand

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la majorité

Charges de personnel

Fr. 5 232 079 800

Proposition de la minorité

(Heim, Carobbio Guscetti, de Buman, Gmür, Kiener Nellen, Levrat, Pardini, Pfister Gerhard, Schelbert, Vischer Daniel)

Charges de personnel

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Heim Bea (S, SO): Nehmen Sie bitte zur Kenntnis, dass der Ständerat zu Kürzungen beim Personal Nein sagt. Auch lehnt er solche Rundumschläge ab, einfach wieder einmal 150 Millionen Franken beim Personal zu streichen, irgendwie und ohne Angaben wo, ohne Schwerpunkte. Eine sorgfältige Budgetierung verlange zuerst eine differenzierte Beurteilung der Personalentwicklung nach Bereichen, sagt der Ständerat.

Eine solche Streichungsübung zwei Wochen vor Jahresende ist, das ist für uns doch alle klar, nicht umsetzbar, ausser mit der berüchtigten Rasenmähermethode, nämlich linear. Dann müssten die personalintensiven Departemente am meisten Stellen abbauen, am meisten also das VBS im Umfang von rund 50 Millionen Franken, weil es eben weit über 10 000 Stellen hat. Die Verstärkung des Grenzwachtkorps, die Ihnen allen ein Anliegen ist, könnte nicht vorgenommen werden. Und Aufgaben, die wir hier beschlossen haben, wie die neue Energiepolitik, könnten nicht ernsthaft und darum nicht zielführend in Angriff genommen werden. Sie haben ein Schreiben von der Energieallianz erhalten, in welcher Parlamentsmitglieder aller Parteien engagiert sind. Die überparteiliche Allianz rät uns eindringlich, keine Kürzung im Personalbereich vorzunehmen.

Die SP will die Energiewende vorantreiben, und sie will mehr Personal beim Grenzwachtkorps. Darum beantragt die Fraktion dem Rat: Folgen wir dem Ständerat – keine Streichungsübung beim Personal!

Den Antrag der Mehrheit hat Herr Bäumle als Kompromissvorschlag in der Kommission eingebracht. Auch er will beim Personal kürzen, nicht gerade 150, aber immerhin 50 Millionen Franken. Die SP-Fraktion lehnt den Antrag ab. Auch eine Kürzung von 50 Millionen ist schwierig umzusetzen. Wir halten den Vorschlag des Ständerates, dass auf das Budget 2013 hin konkrete Vorschläge im Personalbereich gemacht und dem Parlament vorgelegt werden sollen, für den besseren und intelligenteren Weg. Dann weiss das Parlament nämlich, wie und wo sich allfällige Kürzungen auswirken, und es kann sich im Wissen darum dafür oder dagegen aussprechen.

Ich möchte Ihnen auch in Erinnerung rufen, dass der Personalbereich in den Jahren 2003 bis 2010 keine Aufstockung, sondern eine Reduktion erfahren hat. Das Parlament ruft jetzt aber nach einer Aufstockung, z. B. beim Grenzwachtkorps. Noch einmal: Das Parlament hat neue Aufgaben beschlossen, dafür braucht es, das ist sonnenklar, das entsprechende Personal.

Die SP-Fraktion beantragt Ihnen, dem Ständerat zu folgen und auf die Querbeetkürzungen beim Personal zu verzichten, und zwar sowohl auf die letztes Mal beschlossene Kürzung um 150 Millionen wie auch auf die von Herrn Bäumle beantragte Kürzung um 50 Millionen Franken.

de Buman Dominique (CE, FR): La position que nous traitons ici est centrale dans l'examen du budget 2012. En effet, il s'agit bien de l'examen des positions transverses et non pas de l'examen du budget de tel ou tel département qui pourrait être examiné individuellement. En l'occurrence, il s'agit d'une position transverse qui, selon la décision que nous prendrons, pourra avoir une incidence très concrète et très négative sur l'ensemble des départements de par son caractère de coupe linéaire.

Derrière une telle position transverse portant sur les charges de personnel, on pourrait avoir l'impression qu'il s'agit de limiter l'indexation du salaire du personnel, qu'il y a un simple effort à faire dans la gestion du budget de la Confédération, alors qu'en réalité cette rubrique résume, rassemble plusieurs décisions qui ont été prises par notre Parlement avant l'examen de ce budget. Il ne s'agit en l'occurrence pas, après mûr examen du projet du Conseil fédéral, d'une extension de l'Etat mais de la création effective de certains postes clés que nous avons décidés de créer. Il s'agit notamment de la politique des transports; il s'agit de la sortie du nucléaire et des recherches conséquentes à faire pour atteindre l'objectif visé; il s'agit aussi en matière de sécurité de prévoir des effectifs supplémentaires de gardes-frontière et

d'améliorer la sécurité de notre pays comme tous nos groupes l'ont demandé.

Si nous décidions de maintenir la première décision de coupe dans les charges de personnel, nous aurions à ce moment-là affaire à une réduction quasi linéaire touchant l'ensemble des départements, et au lieu de prendre telle ou telle décision qui correspondrait à des priorités politiques, nous punirions purement et simplement le personnel de l'ensemble des départements sans pour autant changer les priorités politiques soit du gouvernement, soit du Parlement. En d'autres termes, il nous faut veiller à ne pas prendre de décision qui soit complètement arbitraire et nous en tenir à l'examen du budget. Ne confondons pas – et ce sera ma dernière remarque – l'examen du programme d'abandon de tâches de la Confédération qui permettra, si le Conseil fédéral le fait – et je crois que certains de ses membres y sont d'ores et déjà prêts –, d'examiner si le fait d'accomplir certaines tâches est encore et toujours justifié. Là le Parlement pourra dire: «Nous abandonnons ou nous n'abandonnons pas telle ou telle tâche.» Mais l'examen du programme d'abandon de tâches a été suspendu, je vous le rappelle, il y a quelques mois, lorsque le programmes d'économies de la Confédération a été en quelque sorte rangé dans un tiroir parce que les comptes 2010 de la Confédération étaient positifs et que les comptes prévisionnels 2011 s'avéraient eux aussi bien meilleurs que prévu.

En résumé et au nom de notre commission, qui a pris sa décision à l'unanimité, je vous demande de revenir sur la première décision de notre conseil et d'appuyer la proposition de la minorité Heim qui correspond en fait au projet du Conseil fédéral.

Widmer-Schlumpf Eveline, Bundesrätin: Ich bitte Sie, dem Ständerat und damit auch dem Bundesrat und der Minderheit zu folgen und die Kürzung um 50 Millionen Franken im Personalbereich nicht vorzunehmen.

Wenn Sie das so durchführen würden, würden wir damit beim Personalaufwand unter das Niveau von 2011 fallen, obwohl wir mehr Aufgaben zu übernehmen haben – gerade auch gestützt auf Projekte, die Sie uns übertragen haben und die wir gerne auch ausführen wollen. Diese Projekte erfordern aber auch entsprechende Massnahmen und entsprechende Personalressourcen. Wir hätten keine andere Möglichkeit, jetzt, so kurz vor Ende des Jahres, als dies mit linearen Kürzungen umzusetzen, und zwar auch in jenen Bereichen, die Sie und wir selbst als prioritär bezeichnen. Das würde unsere Aufgabenerfüllung massiv erschweren. Ich denke, dies wäre auch nicht im Sinne der grossen Projekte, die wir haben.

Ich bitte Sie, wie gesagt, dem Ständerat, dem Bundesrat und der Minderheit Ihrer Kommission zu folgen und uns, wie es im Ständerat festgehalten wurde, den Auftrag zu geben, in den Budgets 2013 und 2014 aufzulisten, welche Aufgaben allenfalls in einem direkten Zusammenhang mit den Personalressourcen stehen und wo man im Zusammenhang mit einer Reduktion von Aufgaben auch den Personalbestand reduzieren könnte.

Ich bitte Sie also, der Minderheit zu folgen.

Grin Jean-Pierre (V, VD), pour la commission: A la position transverse «Charges de personnel», la majorité vous demande de diminuer de 150 millions de francs les dépenses prévues. La minorité vous demande de vous rallier à la décision du Conseil des Etats qui a adopté le projet du Conseil fédéral.

La majorité de la commission a suivi une proposition Bäumle déposée en commission qui prévoit de partager en quelque sorte la poire en deux et de réduire les dépenses de 50 millions de francs. C'est cette proposition que la commission vous demande d'adopter, par 11 voix contre 8 et 5 abstentions.

Landolt Martin (BD, GL), für die Kommission: Zuerst ein Hinweis: Sie haben hinsichtlich der Querschnittspositionen neue Anträge Ihrer Kommission erhalten. Ich weise darauf hin,

dass es beim Personalaufwand ein Antrag der Kommissionsmehrheit ist und nicht, wie es vorhin fälschlicherweise gesagt worden ist, ein Einzelantrag Bäumle. Herr Kollege Bäumle hat diesen Antrag zwar in der Kommission gestellt, dort aber eine Mehrheit gefunden; daher handelt es sich um einen Antrag der Mehrheit Ihrer Kommission.

Unser Rat hat in der ersten Runde beschlossen, beim Personalaufwand eine deutliche Kürzung zu beantragen. Es wurde damals von den Mehrheitsvertretern darauf hingewiesen, dass es hier eigentlich nicht um eine effektive Kürzung gehe, sondern letztlich darum, das Kostenwachstum zu drosseln. Es wurde darauf hingewiesen, dass der Bundesrat dann frei sei, die Kürzung dort vorzunehmen, wo es Sinn mache, nämlich das Wachstum dort zu bremsen, wo es am stärksten sei; es müsse also nicht linear und flächendeckend gekürzt werden. Die Minderheit hat damals bereits darauf hingewiesen, dass dieses Vorhaben wohl zu kurzfristig angelegt sei; sollte es bereits im Budget 2012 umgesetzt werden müssen, würde nur die lineare Methode zur Verfügung stehen. Auch der Bundesrat hat bestätigt, dass er zwar frei wäre, Kürzungen vorzunehmen, aber dass innerhalb von zwei Wochen kaum eine konsensuale Lösung realisierbar wäre und deshalb die Wahrscheinlichkeit des Einsatzes der Rasenmähermethode hoch sei. Der Ständerat hat das gleich gesehen und ist einstimmig dem Entwurf des Bundesrates gefolgt. Das schafft uns eine relativ grosse Differenz zum Ständerat, die wohl in der Differenzbereinigung nicht aus der Welt zu schaffen wäre. Deshalb hat die Mehrheit der Finanzkommission entschieden, Ihnen einen neuen Antrag zu stellen – Sie haben ihn auf der Fahne –, der deutlich weniger weit geht als der ursprüngliche Antrag, der aber immer noch ein Sparauftrag wäre. Wir gehen davon aus, dass dieser einfacher und eher zu realisieren wäre als der von uns ursprünglich beschlossene Antrag.

Die Kommissionsmehrheit empfiehlt Ihnen – der Entscheid fiel mit 11 zu 8 Stimmen bei 5 Enthaltungen – den neuen Antrag zur Annahme.

Präsident (Walter Hansjörg, Präsident): Die FDP-Liberale Fraktion, die grünliberale Fraktion und die SVP-Fraktion unterstützen den Antrag der Mehrheit.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 11.041/6663)

Für den Antrag der Minderheit ... 86 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 82 Stimmen

Antrag der Mehrheit

Beratungsaufwand

Fr. 241 665 200

Übriger Betriebsaufwand

Fr. 1 017 230 200

Antrag der Minderheit I

(Kiener Nellen, Carobbio Guscetti, de Buman, Gmür, Heim, Levrat, Pardini, Pfister Gerhard, Schelbert, Vischer Daniel)

Beratungsaufwand

Übriger Betriebsaufwand

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Schwander, Aeschi Thomas, Amaudruz, Grin, Hausamann, Hurter Thomas, Müller Thomas, Zuppiger)

Beratungsaufwand

Übriger Betriebsaufwand

Festhalten

Proposition de la majorité

Charges de conseil

Fr. 241 665 200

Autres charges d'exploitation

Fr. 1 017 230 200

Proposition de la minorité I

(Kiener Nellen, Carobbio Guscetti, de Buman, Gmür, Heim, Levrat, Pardini, Pfister Gerhard, Schelbert, Vischer Daniel)
Charges de conseil
Autres charges d'exploitation
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Schwander, Aeschi Thomas, Amaudruz, Grin, Hausamann, Hurter Thomas, Müller Thomas, Zuppiger)
Charges de conseil
Autres charges d'exploitation
Maintenir

Kiener Nellen Margret (S, BE): Ich beantrage Ihnen mit der Minderheit I, dem Bundesrat und damit auch dem einstimmigen Ständerat zu folgen, das heisst, bei der Position «Beratungsaufwand» nicht mit dem Rasenmäher zu kürzen. Die Nachteile dieser Rasenmähermethode wurden hier verschiedentlich offengelegt. Es ist auch wichtig, darauf hinzuweisen, dass der Beratungsaufwand im Vergleich zu den Vorjahren mitnichten auch nur ein stetes reales Wachstum gehabt hätte: Heute gehen Bundesrat und Ständerat von einem Gesamtbetrag von 262 Millionen Franken aus; in den Jahren 2008, 2009 und 2010 ist diese Position mit höheren Beträgen verabschiedet worden.

Konkret: Es wurde, auch für die Differenzbereinigung in der Finanzkommission, von der Minderheit, die ich vertrete, darauf hingewiesen, dass im UVEK zum Beispiel Kürzungen bei den dringend nötigen Energiewende-Massnahmen zwingend die Folge wären, wenn Sie unsere Minderheit nicht unterstützen würden. Es würden also unsere eigenen Beschlüsse zur Energiewende aus diesem Jahr beschnitten.

Vom Vertreter der Mehrheit wurde in unserer Kommission denn auch eingeräumt, dass ein Nachtragskredit möglich wäre, sollte sich dann später zeigen, dass mehr Mittel notwendig wären als die, die Ihnen die Mehrheit mit ihrer Kürzung beantragt. Es ist weder effizient noch seriös, heute derart zu kürzen, dass wir dann im Juni mit Nachtragskrediten kommen müssen! Dieser Methodik darf unser Parlament, darf unser Rat sicher nicht folgen.

Ganz konkret würde das Bundesprogramm Energie Schweiz betroffen. Dieses Programm ist heute mit rund 26 Millionen Franken dotiert. Es ist aber äusserst knapp gehalten, wie man feststellt, wenn man bedenkt, dass Energie Schweiz ursprünglich mit 50 Millionen Franken ausgestattet war. Eine weitere Kürzung des Budgets würde entscheidend an die Substanz des Programms gehen. Insbesondere könnten zahlreiche Leistungen im Bereich der Qualitätssicherung und der Aus- und Weiterbildung von Fachkräften nicht mehr oder nur noch in einer stark reduzierten Form erbracht werden.

Je vous invite à suivre la minorité I parce que les coupes prévues par la majorité seraient déraisonnables et devraient presque nécessairement être compensées en juin prochain déjà par des demandes de suppléments au budget 2012. Ce n'est pas sérieux et c'est surtout inefficace!

La diminution que préconise la majorité entraînerait automatiquement une coupe dans le budget alloué au programme Energie Suisse, qui est doté aujourd'hui de quelque 26 millions de francs, ce qui représente un budget extrêmement serré. Je rappelle que la dotation d'origine était de 50 millions de francs. Par conséquent, toute nouvelle diminution du budget d'Energie Suisse porterait atteinte à la substance même du programme.

Noch ein anderer Aspekt: Wenn Sie hier mit der Mehrheit diese Kürzung vornehmen, dann tangieren Sie auch den Parlamentsbetrieb: Die Parlamentskommissionen haben auch Beratungsaufwand budgetiert; da würde die Kürzung auch rund 10 Prozent ausmachen. Das würde bedeuten, dass sich vorab die Kommissionen beim Beizug von Experten, von Gutachtern Einschnitte gefallen lassen müssten. Das kann nicht im Interesse einer seriösen Parlamentsarbeit sein. Das kann schon gar nicht im Interesse einer sorgfälti-

gen Gesetzgebung sein, zu der wir kraft Bundesverfassung und Gesetz verpflichtet sind.

Aus diesen Gründen bitte ich Sie, dem Antrag der Minderheit I, damit der Variante des Bundesrates bzw. des einstimmigen Ständerates, zuzustimmen und heute die Differenz auszuräumen. Auch das ist Effizienz.

Müller Thomas (V, SG): Wir hatten drei Positionen, insgesamt 300 Millionen Franken, bei denen die Kommission und der Nationalrat kürzten. Der Personalaufwand ist jetzt weggefallen, diese Einsparungen von 150 Millionen Franken haben Sie wieder gestrichen. Also bleiben zwei Positionen: «Beratungsaufwand» und «Übriger Betriebsaufwand».

Auch hier möchte ich festhalten: Es geht nicht um Kostenkürzungen. Der Voranschlag 2012 liegt so oder so über jenem von 2011. Es geht nur darum, dass wir die Erhöhung des Aufwandes etwas abzuschwächen versuchen. Der Beratungsaufwand insbesondere ist eine Position, die generell kritischer zu hinterfragen ist. Hier wird sehr viel Geld ausgegeben, und wir dürfen wahrscheinlich auch festhalten: nicht in jedem Fall zweckmässig. Es kann nicht sein, dass wir in unseren Kommissionen vermehrt Experten beiziehen wollen. Wir müssen politisch entscheiden. Diese Expertenarbeit muss vorher gemacht werden; so viel zum Einwand von Frau Kiener Nellen. Es darf auch nicht sein, dass der Zeitpunkt der Beratung des Voranschlages im Parlament Jahr für Jahr als Begründung dafür beigezogen wird, dass Aufwandkürzungen nicht mehr möglich sein sollen. Insbesondere beim Beratungsaufwand geht es ja nicht um Stellen. Die Argumente aus der Debatte von vorhin zählen also nicht mehr.

Wir machen es dem Rat hier etwas einfacher. Wir sind überzeugt, dass es eine Einsparung braucht. Ich ziehe deshalb die beiden Anträge der Minderheit II (Schwander) zugunsten des Antrages der Kommissionsmehrheit zurück, ersuche den Rat aber, der Mehrheit zu folgen und diese Kostenkürzung nicht auch noch aufzuweichen. Ich verbinde den Rückzug der beiden Minderheitsanträge aber auch mit der konkreten Erwartung, dass insbesondere die Position «Beratungsaufwand» des Voranschlages 2013 von Anfang an sehr kritisch hinterfragt wird und Aufwandsteigerungen in dieser Position im Voranschlag 2013 unterbleiben.

Widmer-Schlumpf Eveline, Bundesrätin: Ich möchte Sie bitten, der Minderheit I (Kiener Nellen) zuzustimmen und damit auch dem Ständerat und dem Bundesrat zu folgen.

Es ist tatsächlich so, wie Herr Nationalrat Müller sagt, es geht hier nicht um Stellen, sondern um priorisierte Aufgaben, die wir alle umsetzen wollen, die in den nächsten Jahren wichtig sein werden und zu unserer gemeinsam beschlossenen Politik gehören.

Welche Bereiche wären am stärksten betroffen, wenn Sie eine solche Kürzung beim Beratungsaufwand vornehmen würden? Es wäre vor allem das UVEK betroffen, nämlich mit 40 Prozent, weil wir ja linear kürzen müssten, wir hätten ja gar keine andere Möglichkeit. Das UVEK wäre mit 40 Prozent oder 22 Millionen Franken am stärksten betroffen, und zwar in Bereichen, die für uns alle jetzt wichtig sind und bei denen wir uns gewisse Kompetenzen auch von aussen holen müssen, um die Projekte aufgleisen und umsetzen zu können – also Energiebereich, Verkehrsbereich und der ganze Umweltbereich. Kürzungen gäbe es aber nicht nur im UVEK, sondern auch im VBS, wo auch Sie Aufträge erteilt haben; dort wären es 7 Millionen Franken. Schliesslich gäbe es Kürzungen auch im Bereich Gesundheit bzw. Prävention, wo es auch sehr wichtig ist, dass wir Massnahmen prüfen und dann auch einmal umsetzen können; Prävention ist ja das wirkungsvollste Mittel gegen das Kostenwachstum im Gesundheitsbereich. Auch hier gibt es verschiedene Projekte, die in den nächsten Jahren für eine gesunde Entwicklung im Gesundheitsbereich notwendig sein werden. Dann gibt es auch noch ein paar weitere Bereiche, die von den Kürzungen betroffen wären, nicht zuletzt auch Ihr Bereich, der Bereich der Bundesversammlung – Beratungsdienstleistungen im Bereich der Bundesversammlung.

Ich möchte Sie wirklich bitten, diese Kürzung nicht vorzunehmen. Ich möchte Sie auch darauf hinweisen, dass solche Kürzungen nicht einfach mit Nachtragskrediten ausgeglichen werden können. Grundsätzlich können gekürzte Kreditpositionen nachträglich nicht mit Nachtragskrediten wieder aufgestockt werden. Das ist nur dann möglich, wenn ausserordentliche exogene Ereignisse auftreten, die solches erfordern, oder wenn gesetzliche oder vertragliche Verpflichtungen bestehen.

Ich möchte Sie noch einmal bitten, der Minderheit I (Kiener Nellen) zuzustimmen und damit auch dem Ständerat und dem Bundesrat zu folgen.

Hutter Markus (RL, ZH): Sie haben mich jetzt wirklich noch zu einer Frage, auch in einer Differenzbereinigung, herausgefordert: Wir alle, auch die KMU, werden zu mehr Wettbewerb angehalten. Es wird das Kartellgesetz verschärft. Es werden hier verschiedenste gesetzliche Vorlagen vorbereitet. Warum haben Sie gerade bei diesen Beratungsaufträgen, bei denen es immerhin um 260 Millionen Franken geht, nie einen Wettbewerb, eine internationale Ausschreibung für bestimmte Beratungsaufträge ins Auge gefasst? Weshalb wird hier der Wettbewerb seit Jahren einfach verdrängt, obwohl wir in den Kommissionen immer wieder darauf hingewiesen haben? Und es werden immer die gleichen Büros, immer die gleichen Auftragnehmer berücksichtigt.

Widmer-Schlumpf Eveline, Bundesrätin: Herr Nationalrat Hutter, wir haben ja für die zuständigen Kommissionen einen Bericht gemacht, nach welchen Kriterien solche Beratungsaufgaben erfolgen. Wir haben im Bericht auch ausgeführt, wie Dienstleistungen Dritter überhaupt ausgeschrieben und dann auch zugesprochen werden. Sie sehen dort, dass wir uns durchaus an sämtliche Regeln und Vorschriften halten. Wenn Sie genau anschauen, welche Firmen und Unternehmen, KMU-Unternehmen, jetzt auch beispielsweise im Bereich Energie tätig sein können, in dem das UVEK in der Energieforschung, Energiestrategie 2050, mit verschiedensten Unternehmen zusammenarbeitet, dann sehen Sie, dass das eine grosse Chance gerade auch für unsere Unternehmen in der Schweiz ist.

Landolt Martin (BD, GL), für die Kommission: Bei diesen beiden Querschnittsfunktionen sind die Diskussion und die Argumente eigentlich die gleichen wie beim Personalaufwand. Ich möchte sie deshalb nicht wiederholen. Sie haben die entsprechenden Voten der Vertreter der Minderheiten gehört.

Was man aber sicher feststellen kann: Nachdem Sie beim Personalaufwand wieder auf dem Kurs des Bundesrates sind, wären Kürzungen beim Beratungsaufwand und beim übrigen Betriebsaufwand wohl eher zu rechtfertigen als zuvor. Ihre Kommission hat aber auch hier festgestellt, dass unsere Beschlüsse recht weit von denjenigen des Ständerates entfernt sind und dass hier Differenzen geschaffen worden sind, die möglicherweise kaum lösbar wären. Sie schlägt Ihnen deshalb auch hier mit einem Kompromissantrag vor, weniger weit zu gehen als ursprünglich geplant – in der Hoffnung, dass mit diesem Kompromissantrag auch der Ständerat leben könnte. Ihre Kommission hat das mit 11 zu 8 Stimmen bei 5 Enthaltungen beschlossen.

Ich bitte Sie, der Mehrheit Ihrer Kommission zu folgen und die Minderheitsanträge abzulehnen.

Grin Jean-Pierre (V, VD), pour la commission: Concernant les positions transverses «Charges de conseil» et «Autres charges d'exploitation», trois propositions sont en présence, dont l'une, celle de la minorité II (Schwander), a été retirée; il ne reste donc plus que celle de la minorité I (Kiener Nellen) opposée à celle de la majorité.

La minorité I propose dans les deux cas que notre conseil se rallie au Conseil des Etats, qui a décidé d'adopter le projet du Conseil fédéral. Ses arguments consistent à dire que, concernant la position transverse «Charges de conseil», le programme Energie Suisse serait touché et que les coupes

effectuées devraient être compensées. De même en ce qui concerne la position transverse «Autres charges d'exploitation», la minorité affirme que l'Office fédéral de l'agriculture serait touché.

Néanmoins, la majorité de la commission vous prie de vous rallier à sa proposition de compromis, qui prévoit une coupe de 20 millions de francs à la position transverse «Charges de conseil» et une coupe de 50 millions de francs à la position transverse «Autres charges d'exploitation».

C'est par 11 voix contre 8 et 5 abstentions que la commission vous invite à vous rallier à la proposition défendue par la majorité.

Präsident (Walter Hansjörg, Präsident): Die Anträge der Minderheit II wurden zurückgezogen. Die FDP-Liberale Fraktion unterstützt den Antrag der Mehrheit.

Beratungsaufwand – Charges de conseil

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 11.041/6664)

Für den Antrag der Minderheit I ... 98 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 81 Stimmen

Übriger Betriebsaufwand – Autres charges d'exploitation

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 11.041/6666)

Für den Antrag der Minderheit I ... 95 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 82 Stimmen

Präsident (Walter Hansjörg, Präsident): Damit sind Sie bei beiden Positionen dem Ständerat gefolgt.

Volkswirtschaftsdepartement Département de l'économie

701 Generalsekretariat EVD

701 Secrétariat général du DFE

Antrag der Mehrheit

A2115.0003 Beratungsaufwand
Festhalten

Antrag der Minderheit

(Kiener Nellen, Carobbio Guscetti, de Buman, Gmür, Heim, Levrat, Pardini, Schelbert, Vischer Daniel)

A2115.0003 Beratungsaufwand

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la majorité

A2115.0003 Charges de conseil
Maintenir

Proposition de la minorité

(Kiener Nellen, Carobbio Guscetti, de Buman, Gmür, Heim, Levrat, Pardini, Schelbert, Vischer Daniel)

A2115.0003 Charges de conseil

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Kiener Nellen Margret (S, BE): Es geht bei der Position 701.A2115.0003, «Beratungsaufwand», um eine betragsmässig kleine Differenz. Ich beantrage Ihnen mit der Minderheit, dem Bundesrat und dem Ständerat, der seinen Beschluss einstimmig gefasst hat, zu folgen. Es geht um eine Massnahme im Anschluss an unsere grosse Debatte in der Herbstsession über die Erhöhung der Transparenz und Stärkung des Wettbewerbs in der Schweiz.

Die Botschaft des Bundesrates, die wir in der Herbstsession behandelt haben, stand im Zentrum der gegenwärtigen isolierten Höherbewertung des Schweizerfrankens; angesichts der getrübbten Konjunkturperspektiven für unsere Binnenwirtschaft gibt es heute keine guten Vorzeichen für das nächste Jahr. Immer noch ist die Höherbewertung des Schweizerfrankens ein Risiko, das durch die Verschlechterung der welt-

wirtschaftlichen Situation noch verstärkt wird. Umso mehr sind die wenigen bescheidenen Massnahmen, die der Bundesrat in Sachen Stellenaufstockung und Beratungsaufwand unseren beiden Finanzkommissionen rechtzeitig nachgemeldet hat, wichtig und nötig. Sie sind heute noch wichtiger und nötiger, als sie das nach der Herbstsession bereits waren. Es geht hier um eine kleine Differenz in Bezug auf den Beratungsaufwand beim Generalsekretariat des EVD im Bereich Konsumenteninformation. Ganz kurz: Es geht um die Bedeutung der Konsumentinnen- und Konsumenteninformation. Diese tragen mit ihren Kaufentscheiden zu rund 60 Prozent des Bruttoinlandsprodukts bei. Um ihre Rolle wahrnehmen zu können, brauchen die Konsumentinnen und Konsumenten völlig transparente Informationen, die ihnen Entschiede in Kenntnis der Sachlage und der Preise ermöglichen. Insbesondere haben unsere Konsumentinnen und Konsumenten, aber auch sämtliche im Inland produzierenden Betriebe, ob klein, mittel oder gross, Anspruch darauf zu wissen, auf welchen Märkten ihnen die Währungsvorteile des starken Frankens weitergegeben werden und auf welchen nicht.

Diese kleine Massnahme im Generalsekretariat des Volkswirtschaftsdepartementes ist im Interesse der Konsumierenden und der Wirtschaft. Indem die Konsumierenden und die Betriebe im Inland zu vorteilhafteren Preisen einkaufen können, können sie das dadurch eingesparte Geld in andere Binnenwirtschaftssektoren investieren oder ausgeben. Die Sache ist also eigentlich einfach, der Effekt kann leicht erzielt werden. Diese Weitergabe der Währungsvorteile, welche mit dieser kleinen Massnahme zur Herstellung der Preistransparenz angestrebt wird, dürfte auch dem Einkaufstourismus entgegenwirken. Der Rückgang dieser Auslandsinkäufe wird sich auch wiederum positiv auf die Schweizer Binnenwirtschaft auswirken – eine kleine Massnahme mit grosser Wirkung.

Ich ersuche Sie, hier auch die Nachmeldung des Bundesrates und damit unsere Minderheit wie auch den einstimmigen Ständerat zu unterstützen.

Präsident (Walter Hansjörg, Präsident): Die FDP-Liberale Fraktion unterstützt den Antrag der Mehrheit.

de Buman Dominique (CE, FR): Le groupe PDC/PEV vous demande de soutenir la proposition de la minorité Kiener Nellen, car il s'agit de mettre en oeuvre des décisions que nous avons prises dans le cadre d'autres débats, notamment en ce qui concerne les programmes d'incitation et d'impulsion économiques pour lutter contre le franc fort et aussi contre la vie chère.

Il s'agit en l'occurrence de renforcer la transparence et d'augmenter la concurrence. Il s'agit à cette position concernant le Bureau fédéral de la consommation – mais d'autres mesures ont été annoncées par le Conseil fédéral, comme le renforcement de la loi sur les cartels, de la concurrence intérieure – de mesures-cadres touchant l'économie nationale, qui sont à prendre en relation avec la volonté de notre Parlement de défendre la place économique suisse.

Il s'agit en l'occurrence d'un montant qui est faible – 500 000 francs au niveau de la Confédération; c'est peu, mais dès le moment où ces 500 000 francs sont alloués à la réalisation d'une mesure en faveur de l'information dans le domaine de la concurrence et en faveur du renforcement de la concurrence, cela a une incidence relativement forte sur un secteur de l'activité de la Confédération, et cela pouvait ne pas forcément être évident lors du premier examen du budget.

Celles et ceux qui ne sont pas membres de la Commission des finances ont peut-être cru qu'il s'agissait de simples charges de conseil, c'est-à-dire de dépenses pour payer les frais facturés par tous ces bureaux externes dont on a l'impression qu'ils coûtent cher à la Confédération. Mais il faut se rendre compte que, de cas en cas, ces charges de conseil concernent des tâches bien précises de la Confédération et ne sont pas tout simplement des frais de consultants qui peuvent être exagérés. Il faut donc séparer le bon grain de l'ivraie.

En l'occurrence, il s'agit du bon grain, et je vous demande de suivre la minorité Kiener Nellen.

Namens unserer Fraktion bitte ich Sie also, sich der Minderheit Kiener Nellen anzuschliessen.

Widmer-Schlumpf Eveline, Bundesrätin: Auch ich möchte Sie bitten, sich der Minderheit Kiener Nellen und damit dem Ständerat und dem Bundesrat anzuschliessen.

Wir alle sprechen ja seit Monaten von Standortförderung und auch von den Interessen der Konsumentinnen und Konsumenten. Wir haben mit der Frankenstärke auch die Problematik der Preisinsel Schweiz wieder neu festgestellt. Das ist denn auch der Grund für die Nachmeldung des Bundesrates in verschiedenen Bereichen. Die Konsumenten tragen ja mit ihren Entscheidungen sehr massgeblich zum BIP bei; sie, unsere Konsumentinnen und Konsumenten, tragen 60 Prozent zum BIP bei. Sie benötigen Informationen darüber, auf welchen Märkten die Weitergabe von Währungsvorteilen ungenügend ist, aber auch darüber, wo sie tatsächlich funktioniert und wo es berechtigt ist, die entsprechenden Preise dann auch zu bezahlen.

Mit den zusätzlichen Mitteln aus dem Beratungsaufwand wird es möglich sein, den Schweizer Kundinnen und Kunden vermehrt die notwendigen Informationen für ihren Kaufentscheid zu liefern. Diese Massnahmen im Bereich Konsumenteninformationen sind unentbehrlich, sie sind komplementär zu den Massnahmen, die wir im Bereich Preisüberwachung und Wettbewerb bereits beschlossen haben.

Ich möchte Sie bitten, dem Antrag der Minderheit Kiener Nellen und damit auch dem Beschluss des Ständerates bzw. der Nachmeldung des Bundesrates zuzustimmen.

Grin Jean-Pierre (V, VD), pour la commission: Dans le cadre de cette divergence, la minorité de la commission vous demande de suivre l'annonce tardive du Conseil fédéral prévoyant un montant de 500 000 francs. La minorité argumente qu'il s'agit de mesures pour renforcer la concurrence qui ont été décidées par notre conseil. Cela permettrait au Secrétariat général du Département fédéral de l'économie, par des mesures ciblées, d'améliorer la transparence dans la consommation par différentes mesures dont l'étiquetage des produits entre autres.

La commission, par un souci d'économies et de maîtrise de la croissance des dépenses, vous propose de maintenir la décision de notre conseil par 14 voix contre 9.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 11.041/6668)

Für den Antrag der Mehrheit ... 92 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 83 Stimmen

708 Bundesamt für Landwirtschaft

708 Office fédéral de l'agriculture

Antrag der Mehrheit

A2310.0149 Allgemeine Direktzahlungen Landwirtschaft

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Grin, Aeschi Thomas, Amaudruz, de Buman, Gmür, Hausmann, Hurter Thomas, Müller Thomas, Pfister Gerhard, Schwander, Zuppiger)

Festhalten

Proposition de la majorité

A2310.0149 Paiements directs généraux, agriculture

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Grin, Aeschi Thomas, Amaudruz, de Buman, Gmür, Hausmann, Hurter Thomas, Müller Thomas, Pfister Gerhard, Schwander, Zuppiger)

A2310.0149 Paiements directs généraux, agriculture

Maintenir